

## Israël, après les élections

L'Iran et le processus de paix marqueront à nouveau l'agenda du deuxième gouvernement de Netanyahu, mais les revendications socioéconomiques s'imposeront aussi.

Amos Harel

Comme on s'y attendait, Benjamin Netanyahu a remporté les élections parlementaires israéliennes du 22 janvier dernier, mais à grand-peine. Son troisième mandat, qui débutera en mars, fait de lui le premier ministre d'Israël le plus longtemps en poste, après le fondateur de l'État, David Ben Gourion, et il s'y maintient depuis plus longtemps que des personnalités presque mythiques, telles Yitzhak Rabin et Ariel Sharon. La principale question réside dans ce qu'il prétend faire d'une telle réussite politique. Le retour en poste de Netanyahu, entre 2009 et 2013, fut caractérisé par la stabilité, mais aussi par l'inaction. Un homme avec un sens de l'histoire propre d'un premier ministre israélien préférerait, probablement, qu'on se souvienne de lui pour de plus grandes choses. S'occupera-t-il finalement de la menace nucléaire iranienne, comme il l'a promis constamment au cours de ces quatre dernières années, ou donnera-t-il une réponse aux espoirs de la communauté internationale et rétablira-t-il les négociations de paix avec les Palestiniens ? On peut s'attendre à ce que l'horizon s'éclaircisse un peu plus, une fois que le premier ministre aura réussi à établir une nouvelle coalition.

### Les conditions économiques et sociales, facteur décisif des élections

La sagesse politique commune en Israël assume qu'en général, les Israéliens votent en fonction d'une seule et même question : leur perception de la sécurité personnelle. Après la terrible expérience des campagnes d'attentats-suicides des Palestiniens au début des années 2000 (considérées par de nombreux Israéliens comme un résultat direct des Accords d'Oslo), et après qu'Israël ait souffert l'impact de milliers de roquettes en provenance de territoires qui avaient été unilatéralement évacués au sud du Liban (2000) et de la bande de Gaza (2005), les Israéliens ont tendance à envisager avec précaution toute suggestion de nouveaux retraits, qu'ils soient unilatéraux ou faisant partie d'un futur accord de paix. Netanyahu a su tirer profit de ces sentiments. L'échec relatif de son pré-

décesseur, Ehoud Olmert, dans la gestion de la guerre du Liban en 2006 fut le prétexte pour la victoire de Netanyahu lors des élections de 2009. Le scepticisme général vis-à-vis des intentions arabes n'a fait que s'accroître avec les révoltes arabes de la fin 2010. L'arrivée au pouvoir de partis islamistes dans des pays comme la Tunisie et, en particulier, chez le voisin d'Israël au sud, l'Égypte, n'ont fait qu'accroître encore plus la conviction israélienne selon laquelle dehors le monde est dangereux – et que les menaces ne peuvent s'affronter avec succès qu'à travers une position dure en matière de sécurité du premier ministre. Faute d'un véritable adversaire pour diriger le centre-gauche, la victoire de Netanyahu lors des élections de janvier semblait un pari certain.

Mais les choses ont évolué autrement. De nombreuses prédictions des analystes politiques israéliens se sont révélées erronées. Le facteur décisif de ces élections n'a pas été la sécurité personnelle, mais les conditions économiques et sociales. Pendant l'été 2011, une vague de protestations civiles massives a secoué Israël. Des centaines de milliers d'Israéliens ont assailli les rues de Tel-Aviv et Jérusalem pour demander une justice sociale, protester au sujet du coût de la vie et prier instamment le gouvernement de cesser d'aider les « magnats » aux dépens des consommateurs moyens. À la fin de l'été, la protestation se trouvait au point mort, mais il semble qu'elle ait eu des effets à long terme. L'inefficace campagne de Netanyahu, insistant sur les menaces contre la sécurité provenant des voisins arabes et l'Iran, ne réussit pas à convaincre beaucoup d'Israéliens. Le parti du premier ministre, Likoud Beitenou, n'a obtenu que 31 sièges (sur 120) à la *Knesset*, le Parlement israélien. La plus grande surprise des élections a été le résultat de Yesh Atid (« il y a un futur » en hébreu), dirigé par Yaïr Lapid, un ancien présentateur du journal télévisé sans aucune expérience politique (ou, ce qui est plus, sans aucune expérience dans la gestion de quoi que ce soit). Le parti de Lapid a obtenu 19 sièges, pour la plupart du fait de l'image et du charisme de son « leader ». Mais ce n'est pas seulement l'insatisfaction partagée par de nombreux Israéliens vis-à-vis de l'actuel climat politique qui a poussé autant de

Amos Harel, analyste de Défense pour le journal israélien *Ha'aretz*. Article remis le 10 février 2013.

votants de centre-gauche vers Lapid. Le nouveau venu a souligné la difficile situation de la classe moyenne au cours des élections et il a promis des réformes sociales. Bien que, en général, l'économie israélienne n'a pas été aussi punie par la crise financière mondiale que les États-Unis ou certains pays européens, il semble que les votants seraient plus intéressés par leur situation économique personnelle que par les menaces contre la sécurité ou le contexte général. « Vous continuez à nous dire que l'économie d'Israël, en termes macroéconomiques, va bien » – affirmait un des membres du Likoud à l'un des ministres de Netanyahu – « mais dehors, les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter de la nourriture et la réchauffer dans leur four micro-ondes ».

Pour former une nouvelle coalition, le premier ministre a besoin de 61 membres de la Chambre. Les 19 membres de Lapid seraient la première option de Netanyahu. Avec Lapid, il réunit 50 votes. Ensuite, il devra choisir entre trois partis majoritaires ou blocs de partis : les 18 membres des deux partis ultrareligieux non sionistes (connus en hébreu comme *Haredim*), les 12 membres du parti religieux-sioniste de droite « La Maison Juive » ou les huit membres de deux partis plus orientés vers le centre-gauche. Netanyahu préférerait que sa coalition soit la plus large possible, pour prévenir ainsi qu'aucun de ses futurs partenaires ne détienne, à lui seul, la clé de la survie du gouvernement à long terme. Mais ceci pourrait ne pas se produire. L'une des principales promesses de Lapid au cours de la campagne électorale, a été de mettre fin à l'accord prolongé qui exempte les étudiants ultrareligieux de la Yeshiva, du service militaire obligatoire. Étant donné que le taux de natalité parmi les *Haredim* est beaucoup plus élevé que dans d'autres secteurs de la population israélienne et que ces étudiants représentent environ 14 % de la population masculine de 18 ans (l'âge de recrutement), la question était devenue un sujet brûlant du débat politique. Netanyahu sait que la majorité de l'opinion publique israélienne appuie les demandes de Lapid et il devra y succomber, du moins partiellement. Ceci rendra extrêmement difficile l'entrée des partis ultrareligieux dans la coalition, et laissera probablement le premier ministre avec un gouvernement appuyé par 70 membres de la *Knesset* (31 du Likoud, 19 de Yesh Atid, 12 de la Maison Juive et huit des partis du centre-gauche).

### L'agenda du gouvernement

**Q**uel sera l'agenda de ce gouvernement ? Tout d'abord, il devra se centrer sur des questions économiques et sociales, non seulement du fait des demandes de Lapid, mais aussi parce que le pays fait face, maintenant, à une situation beaucoup plus difficile qu'auparavant. On estime que le gouvernement se verra forcé à réduire de près de 20 milliards de shekels (quatre milliards d'euros) son budget annuel, dont trois ou quatre milliards seront réduits du budget de la défense. Ceci pourrait aussi avoir des effets sur la politique

de Netanyahu vis-à-vis de l'Iran. Pendant des années, le premier ministre a été l'opposant le plus clair au programme nucléaire de Téhéran, le menaçant publiquement d'une attaque contre les enclaves nucléaires iraniennes si les Mollahs n'arrêtaient pas leur projet nucléaire. Selon de nombreux rapports aussi bien de médias israéliens qu'internationaux, Netanyahu avait considéré la possibilité d'une attaque unilatérale israélienne, sans le consentement américain, entre 2010 et 2012, mais les fortes objections de l'administration d'Obama, ainsi que le fait que la plupart des figures éminentes de l'appareil de sécurité israélien l'aient averti contre une telle action non coordonnée, l'ont fait douter sur la question. Netanyahu est profondément convaincu qu'il est la seule figure en Israël qui présente le courage et les suffisantes connaissances stratégiques pour faire face à l'énorme menace iranienne.

Mais le premier ministre peut se heurter à des difficultés pour avancer dans l'option militaire, dans l'actuel climat politique. Il est assez clair que les votants de Lapid s'intéressent plus aux réformes sociales qu'aux attaques aériennes à mille kilomètres d'Israël. Si la Maison Juive maintient ses objections en même temps qu'elle insiste sur les dures sanctions contre l'Iran, Netanyahu pourrait éviter l'action militaire, du moins jusqu'aux élections présidentielles iraniennes, qui devraient avoir lieu en juin.

Mais même si Netanyahu refreine ses plans militaires vis-à-vis de l'Iran, ceci ne signifie pas nécessairement qu'il veuille avancer dans le processus de paix. Il est vrai que l'Union européenne s'y attend – et que la première visite présidentielle en Israël du président des États-Unis, Barack Obama, prévue pour mars, pourrait inclure une tentative de raviver les négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne. Mais il serait raisonnable de ne pas se laisser porter par les illusions. Le premier ministre ainsi que son homologue palestinien, le président Mahmoud Abbas, sont toujours aussi sceptiques vis-à-vis de la possibilité d'arriver à un accord de paix définitif entre les deux parties. De plus, l'ascension du Hamas en tant que dirigeant indiscutable dans la bande de Gaza rend plus difficile la négociation pour Abbas – et encore plus la signature d'un accord – au nom de tous les Palestiniens. Du moins pour l'instant, il ne semble pas probable qu'ils puissent rapprocher leurs positions et fermer les brèches avec quelques rondes rapides de conversations.

On peut aussi faire mention du fait que Netanyahu a déjà parcouru ce chemin auparavant. En 2009, peu après avoir été réélu, le nouveau premier ministre prononça le discours de Bar Ilan, où il appuyait pour la première fois la solution des deux États. Netanyahu annonça aussi le gel de la construction de colonies pendant neuf mois, mais ces gestes n'ont mené nulle part. Les conversations entre Israël et l'Autorité palestinienne ont vite cessé rapidement et l'on n'en a plus entendu parler jusqu'aux résultats des élections parlementaires israéliennes de janvier. On peut douter que, cette fois-ci, les choses puissent finir autrement. ■